



RECONNAÎTRE, PROMOUVOIR ET DÉMOCRATISER
L'ÉDUCATION TOUT AU LONG DE LA VIE
plan stratégique 2002-2005

**POUR CONSULTATION
NE PEUT ÊTRE EMPORTÉ**

N° 72 — "BIBLIOFICHES"

Rappel de la mission de l'ICÉA et résumé de l'objectif central et des orientations du plan stratégique 2002-2005 de l'ICÉA

La mission

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) a pour but de promouvoir l'exercice du droit des adultes à l'éducation. Il travaille à cet exercice en favorisant l'adoption et le développement d'un modèle démocratique de formation continue qui tienne compte de la diversité des besoins et garantisse aux personnes l'équité d'accès à l'éducation et aux savoirs tout au long de leur vie pour leur permettre d'assumer l'ensemble de leurs rôles sociaux, de contribuer à leur croissance personnelle et au développement de leur société.

L'objectif

Contribuer à ce que devienne une priorité d'action effective au Québec le développement, au sein de la population adulte, d'une culture et de pratiques d'éducation et de formation tout au long de la vie. Culture et pratiques qui soient inclusives, participatives, pluridimensionnelles, de proximité, et qui répondent à la diversité des besoins des adultes et des collectivités.

3 orientations

1. Faire reconnaître et promouvoir la pertinence et la place de l'éducation tout au long de la vie dans l'ensemble de la société.
2. Développer et promouvoir en éducation et en formation des adultes des conceptions et des pratiques qui soient inclusives, participatives, pluridimensionnelles et de proximité.
3. Encourager la prise de parole et la participation démocratique des adultes.

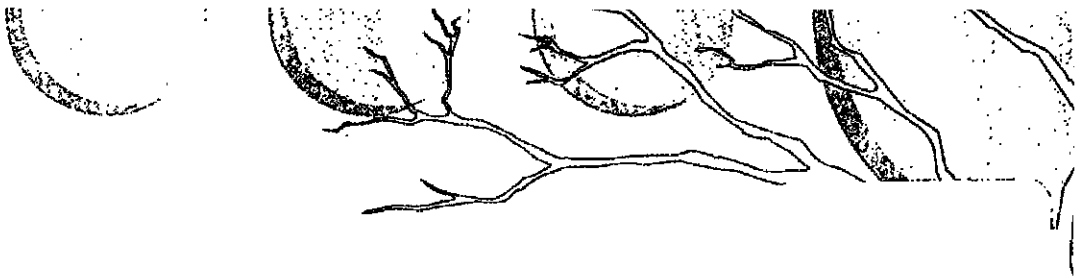


Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 3 |
| Première partie | |
| Évolution de l'ICÉA et de la situation de l'éducation et de la formation des adultes | |
| 1.1 Aspects positifs et limites du travail de l'ICÉA pour la période 1997-2001 | 4 |
| 1.2 Rappel de quelques éléments majeurs du contexte d'aujourd'hui en éducation et en formation des adultes | 5 |
| Seconde partie | |
| Objectif central et orientations stratégiques de l'ICÉA (2002-2005) | |
| 2.1 Un objectif central et rassembleur en éducation des adultes au Québec | 7 |
| 2.2 Orientations stratégiques de l'ICÉA pour la période 2002-2005 | 8 |
| 2.3 Objets de travail | 9 |
| Conclusion | 12 |
| Annexe 1 | |
| Plan stratégique 2002-2005 schématisé | |
| Annexe 2 | |
| Liste des membres du conseil d'administration de l'ICÉA et des membres du comité de planification stratégique | |

Introduction

Reconnaître, promouvoir et démocratiser l'éducation tout au long de la vie

Afin d'impulser une direction claire et cohérente à l'action de l'ICÉA au cours des prochaines années, le conseil d'administration de l'Institut a mis sur pied au début de 2001 un comité de planification stratégique. Ce comité, formé de quatre membres du conseil d'administration et de quatre membres de l'équipe de travail de l'ICÉA, a entrepris au cours de 2001-2002 une démarche de réflexion et des travaux portant sur le devenir de l'ICÉA pour la période 2002-2005. Les propositions issues de ces travaux ont par la suite été complétées et enrichies par les membres de l'ICÉA à l'occasion de son assemblée générale annuelle du 21 novembre 2002.

D'entrée de jeu, mentionnons que ces travaux ont été marqués par le contexte actuel de l'éducation des adultes au Québec et au plan international. Plus précisément, ils ont alimenté ou ont été alimentés par des préoccupations liées à notre organisation ou à notre environnement. Qu'il suffise d'indiquer ici, à titre d'illustrations, la nécessité de promouvoir sur une large échelle l'éducation tout au long de la vie, l'exigence d'une politique gouvernementale dans ce domaine, l'importance de la prise de parole et des demandes des adultes en formation, la reconnaissance du fait que nous nous inscrivons dans un contexte mondialisé, le rôle crucial des instances régionales et locales, etc. Bref, ce texte reflète à la fois la dynamique de changements dans laquelle nous sommes engagés et les transformations que nous appelons pour l'avenir.

Par ailleurs, nous savons que pour avoir une influence réelle sur le cours des choses, nous devons rassembler le maximum de forces autour d'objectifs partagés et menant à des actions communes. Aujourd'hui, pour nous, le premier pas conséquent dans cette direction est de faire appel à votre engagement comme partenaire ou ami de l'ICÉA et de compter sur votre participation pour mettre en œuvre, de manière créatrice et concrète, ces orientations dans votre propre milieu.

Ce texte comprend deux parties. Une première partie fera le point sur l'étape où nous sommes actuellement rendus après cinq ans de travail dans le sillage de notre planification stratégique 1997-2001. Ici, nous mentionnerons des aspects positifs et des limites du travail de l'Institut au cours de cette période. Puis, nous rappellerons certains éléments majeurs de la conjoncture en éducation et en formation des adultes. Dans la seconde partie, nous mettrons de l'avant un objectif central et des orientations stratégiques permettant, à notre avis, de maximiser pour l'avenir (2002-2005) la contribution de l'ICÉA dans la société québécoise. Ceci, en accord avec sa mission et en prenant en compte ses domaines reconnus d'expertise.



Première partie

Évolution de l'ICÉA et de la situation de l'éducation et de la formation des adultes

Dans cette première partie, commençons par examiner la dynamique de notre environnement interne.

1.1 Aspects positifs et limites du travail de l'ICÉA pour la période 1997-2001

Après des années plus difficiles, entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 1990, l'ICÉA a entrepris en 1995, dans le sillage d'*Apprendre à l'âge adulte*¹, une démarche de planification stratégique visant la clarification de sa mission et de ses objectifs. Cette démarche s'est conclue le 28 février 1997. Les membres de l'ICÉA, réunis en assemblée spéciale, ont alors adopté des orientations stratégiques couvrant la période 1997-2001.

En allant à l'essentiel, on peut dire que trois priorités constituaient les avenues majeures du développement prévu de l'Institut au cours de cette période.

- 1 Au plan externe, il y avait d'abord la bataille pour que le Québec se dote d'une politique gouvernementale de formation continue, ce qui représentait le 1^{er} axe prioritaire.
- 2 Puis, comme deuxième priorité, il y avait le développement de projets novateurs. Ce qui se concrétisait surtout dans deux objets de travail : (1) *Nos compétences fortes*, un outil s'inscrivant dans le registre de la reconnaissance des acquis et des compétences, et (2) *Communautaire*, un projet conjoint avec la Puce communautaire dans le domaine de l'appropriation démocratique des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).
- 3 Enfin, comme priorité interne, il y avait une volonté de renforcer les capacités d'action de l'Institut en accordant une plus grande importance à son financement ainsi qu'à la mobilisation de ses membres et de son équipe de travail dans le cadre d'une organisation ayant clarifié les responsabilités de ses différentes instances.

D'une part, le comité de planification stratégique, examinant ces trois priorités et les actions qui en ont découlées, a conclu à une évaluation positive de cette période. Plus précisément, lorsqu'il considère l'action des gouvernements ces dernières années, il constate que l'ICÉA a su à plusieurs reprises « avancer à contre-courant » en s'inspirant du mouvement international d'éducation des adultes et en comptant sur la détermination de ses membres et partenaires, de son conseil d'administration et de son équipe de travail. Ceci lui a permis de continuer à apporter des éléments positifs dans la société québécoise tels : une vision rassembleuse et cohérente de l'éducation des adultes au Québec, une défense publique de la nécessité d'une politique gouvernementale et un soutien à des positions ou à des pratiques progressistes dans certains domaines de la formation des adultes, comme l'éducation à la citoyenneté, l'insertion sociale et professionnelle, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la reconnaissance des acquis et des compétences, notamment avec *Nos compétences fortes*, etc.²

D'autre part, en ce qui concerne l'évolution de la vie interne de l'ICÉA, le comité de planification stratégique y a reconnu des progrès significatifs. Mentionnons, à titre d'exemples, trois faits. Premièrement, la participation des membres du conseil d'administration - anciens et nouveaux - s'est accrue de manière très nette. Ce qui s'est manifesté, entre autres, par une présence de plus en plus assidue aux réunions régulières du conseil d'administration et par des contributions significatives de plusieurs aux travaux de comités de travail. Deuxièmement, le renouvellement et l'accroissement des permanents salariés, jumelés à une amélioration majeure du climat de travail, ont constitué une source de dynamisme pour toute notre organisation. Enfin, les rapports Employeur-Syndicat se sont clarifiés et améliorés, ce qui s'est matérialisé par la signature d'une nouvelle convention collective au printemps 2000.

¹ ICÉA, *Apprendre à l'âge adulte*, 1994

² Pour une analyse plus précise des aspects positifs et des limites ou faiblesses de notre travail au cours de cette période, voir le *Rapport sur les travaux en cours du comité de planification stratégique*, assemblée générale du 30 octobre 2001. Ce texte est disponible pour toute personne qui en fera la demande.

En même temps que ces progrès, l'ICÉA a connu certaines limites lorsque nous considérons globalement la période 1997-2001. Nous pensons ici particulièrement au niveau insuffisant de nos ressources financières eu égard à nos objectifs, au volet promotion publique et à notre connaissance limitée des pratiques sur le terrain en formation des adultes.

En guise de conclusion quant à l'appréciation du travail d'ensemble de l'ICÉA au cours de cette période, nous devons être clair: les aspects positifs l'ont emporté largement. Ce qui correspond à ce que plusieurs personnes, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'ICÉA, ont souligné en parlant d'un nouveau dynamisme dans la vie de l'Institut. Ajoutons que ce nouvel élan a été favorisé par un contexte québécois et international à l'intérieur duquel la question de l'éducation et de la formation continue des adultes réapparaît peu à peu sur la scène publique après des années de quasi-absence.

1.2 Rappel de quelques éléments majeurs du contexte d'aujourd'hui en éducation et en formation des adultes

Depuis le milieu des années 1990, l'action conjuguée de mouvements sociaux anciens et nouveaux, tant au niveau québécois qu'au plan international (ex: Marche du pain et des roses, Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence, Sommet des peuples des Amériques, Forum social de Porto Allegre), a contribué au renforcement de courants et de pratiques démocratiques en éducation des adultes. Ajoutons que les engagements pris par plus de 400 organismes non gouvernementaux et par plus de 130 gouvernements -dont ceux du Canada et du Québec- à la 5^e Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes (Hambourg, 1997) ont constitué une avancée majeure s'inscrivant dans cette direction.

C'est en prenant en compte l'évolution d'un tel contexte et des actions déterminées de regroupements syndicaux, communautaires et publics au Québec, notamment dans la foulée des États généraux sur l'éducation (1995-1996) et de l'adoption de la Loi 90

(Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, 1995), que l'on peut considérer que la conjoncture en éducation et en formation des adultes présente aujourd'hui chez-nous plus d'opportunités de transformations positives que celle de la première moitié des années 1990. Néanmoins, il est essentiel de souligner que les progrès récents sont limités et fragiles, qu'ils pourraient être remis en question, et qu'ils coexistent avec des conceptions et des pratiques dominantes axées avant tout sur l'adaptation de la main-d'œuvre.

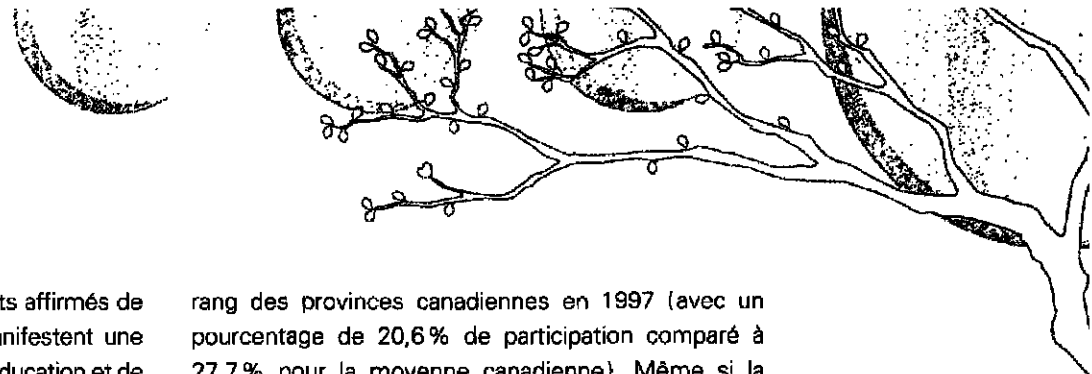
L'exemple le plus significatif de la coexistence de ces deux versants au cœur de la situation actuelle a été la démarche ayant mené à l'adoption d'une politique québécoise d'éducation des adultes et le contenu même de cette politique.

En effet, plusieurs organisations et personnes ont reconnu que le chantier de la formation continue a avancé à pas de tortue au Québec entre 1997 et 2002, et que l'une des causes majeures de ce phénomène a été la volonté vacillante du gouvernement du Québec. Ce qui a fait dire à de nombreux intervenants et observateurs que n'eurent été des pressions d'organisations de la société civile, dont l'ICÉA, la politique gouvernementale d'éducation des adultes aurait pu être reportée aux calendes grecques.

Par ailleurs, en dépit de faiblesses majeures de cette politique rendue publique par le gouvernement du Québec le 2 mai 2002, une majorité d'organisations engagées en éducation des adultes, tout comme un certain nombre d'observateurs de longue date³, ont reconnu que la politique gouvernementale et le plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue contenaient des éléments positifs faisant écho aux préoccupations exprimées par un bon nombre d'organismes, dont l'ICÉA, lors des consultations de l'automne 2001 sur l'avant-projet de Politique⁴. De notre côté, nous avons évalué positivement la reconnaissance de la formation de base et de la formation en milieu de travail, de même que l'énoncé d'un certain nombre de principes, dont le droit à l'éducation et la valeur de l'apprentissage tout au long de la vie. Mais nous avons aussi indiqué «que les propositions gouvernementales, plus particulièrement celles du Plan

³ Voir en ce sens les communications de Claude Ryan et de Michèle Jean à l'occasion d'une rencontre publique de l'ICÉA le 21 mai 2002 (reproduit dans le *Bulletin de liaison de l'ICÉA*, novembre 2002)

⁴ Voir la position de l'ICÉA de juin 2002 sur cette politique dans le *Bulletin de liaison de l'ICÉA*, novembre 2002.



d'action, limitent la portée des fondements affirmés de la Politique et, en définitive, qu'elles manifestent une conception incomplète et réductrice de l'éducation et de la formation des adultes»⁵.

À l'intérieur d'un tel contexte marqué, entre autres, par certaines contradictions entre des principes de cette Politique et des volets de son Plan d'action, nous avons décidé pour l'avenir d'assumer à la fois un rôle de leadership de propositions, en termes de vision et d'actions futures en éducation des adultes, et un rôle de vigile dans le suivi de la phase cruciale de mise en oeuvre de cette Politique. Nous reviendrons sur ces aspects dans la seconde partie de ce texte. Mais avant d'entrer sur ce terrain, nous croyons important d'élargir notre champ de vision au-delà de la conjoncture actuelle, et d'attirer l'attention sur quatre tendances de fond ayant traversé au cours des dernières années le monde québécois de l'éducation et de la formation des adultes.

Premièrement, nous devons constater que pour la population québécoise en général, de même que pour la très grande majorité de nos médias, l'éducation et la formation des adultes sont, comme telles, peu connues, peu visibles et peu valorisées. Ce qui explique, dans une large mesure, qu'il n'y a malheureusement pas eu de débat public autour de l'adoption de la politique gouvernementale d'éducation des adultes. Ceci appelle une interrogation majeure pour nous, comme pour bien d'autres organisations: comment changer en profondeur le cours des choses dans ce domaine sans réaliser un travail d'information et de sensibilisation de l'opinion publique sur une large échelle?

Deuxièmement, et ceci n'est pas sans lien avec le premier phénomène, le Québec, qui se retrouvait parmi les sociétés les plus avancées en termes d'éducation et de formation des adultes au cours des décennies 1960 et 1970, a connu par la suite un net recul selon plusieurs observateurs⁶. Ce recul se serait manifesté, entre autres, par la baisse significative du nombre d'adultes participant à des activités structurées d'éducation et de formation dans les années 1990. Cette tendance, documentée à partir des dernières données disponibles de Statistique Canada, aurait fait en sorte que le Québec se serait retrouvé à l'avant-dernier

rang des provinces canadiennes en 1997 (avec un pourcentage de 20,6 % de participation comparé à 27,7 % pour la moyenne canadienne). Même si la situation semble s'être améliorée depuis (voir les résultats du sondage de Léger Marketing de novembre 2001 indiquant un taux de participation d'environ 30 %⁷), il n'en demeure pas moins que nous sommes encore loin des niveaux de participation de plusieurs pays développés tels la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, la Suisse allemande et la Suède où l'on retrouve des taux oscillant entre 44 % et 52 %.

Troisièmement, au Québec comme dans plusieurs autres sociétés, le degré de participation des adultes aux activités structurées d'éducation et de formation varie, de manière générale, en fonction du statut socio-économique, dont le niveau de formation initiale des personnes est un indicateur important. Ce qui soulève la question cruciale de l'accessibilité et de l'égalité des chances en matière de services et d'activités d'éducation et de formation des adultes.

Quatrièmement, il y a eu très peu de soutien accordé à la prise de parole, à la participation et à la vie associative et démocratique des adultes engagés en formation, eux qui sont pourtant la raison d'être première de l'éducation des adultes. Plutôt que d'encourager l'expression des besoins éducatifs des personnes et «une action volontaire et responsable», les pouvoirs publics ont eu le plus souvent tendance au cours des années passées à imposer des programmes «mur à mur». Ce qui a eu des effets négatifs sur le niveau de participation des adultes en situation de plus grande vulnérabilité qui souhaitent, par exemple, entreprendre une démarche d'alphabetisation.

En prenant la mesure de ces quatre tendances de fond, nous pouvons constater que nous avons devant nous un chantier de travail à la fois vaste et exaltant qui interpelle autant les pouvoirs publics que les différents secteurs de la société civile. Compte tenu de l'ampleur de cette tâche, il est important de bien cerner les contributions pertinentes et spécifiques pouvant être apportées par l'ICÉA au cours des prochaines années. Ceci nous amène à la seconde partie de ce texte.

⁵ Ibid. Ajoutons qu'il y a un écart important entre d'une part, la vision et les propositions que nous avons défendues dans notre mémoire d'octobre 2001, *Investir dans le potentiel des Québécoises et des Québécois pour une politique d'éducation tout au long de la vie*, et, d'autre part, le contenu de la politique gouvernementale et de son plan d'action. Voir à ce sujet le *Rapport d'activités 2001-2002* de l'ICÉA.

⁶ Voir le texte du professeur Paul Bélanger, *L'économie du savoir appelle une société éducative active*, communication donnée lors d'une rencontre nationale de la Commission des partenaires du marché du travail, 5 septembre 2001.

⁷ Voir ICÉA, *Une semaine québécoise des adultes en formation. Pour développer le goût et les possibilités d'apprendre*, décembre 2001, p. 14.

Seconde partie

Objectif central et orientations stratégiques de l'ICÉA(2002 - 2005)

2.1 Un objectif central et rassembleur en éducation des adultes au Québec

De l'analyse précédente, nous pouvons dégager un fait principal. Il y a un écart considérable entre d'une part, l'objectif général du développement d'une culture d'apprentissage tout au long de la vie -objectif repris officiellement par le gouvernement québécois et par plusieurs mouvements et organisations réalisant ou soutenant des activités de formation des adultes-, et, d'autre part, sa concrétisation comme priorité d'action effective rejoignant et mobilisant un grand nombre de citoyennes et de citoyens adultes du Québec dans leurs milieux de vie, de travail ou d'études. En d'autres termes, on pourrait dire qu'« apprendre tout au long de la vie » est encore de manière générale, chez-nous comme dans plusieurs autres pays, au stade embryonnaire d'une intention générale. À l'instar d'un grand nombre d'organisations engagées en éducation ou en formation des adultes, nous sommes interpellés, comme ICÉA, par un objectif central : celui de concrétiser et d'incarner cette intention dans les pratiques de nos différents milieux, et, à l'échelle du Québec, dans nos priorités comme société du 21^e siècle reconnaissant effectivement le droit de tous les adultes à l'éducation et à la formation tout au long de leur vie. L'exercice d'un tel droit constitue une condition clé de l'épanouissement des personnes, de la vie démocratique et du développement économique.

Plus particulièrement aujourd'hui, dans le contexte de la mise en œuvre de la nouvelle politique québécoise d'éducation des adultes et de formation continue, nous croyons qu'il est opportun, et conséquent avec notre mission, de défendre le droit d'apprendre pour tous, de chercher à accorder notre discours avec notre pratique et de proposer la même chose à nos membres, à nos partenaires et au gouvernement du Québec. Pour nous, à l'ICÉA, en nous appuyant sur nos convictions et sur notre expertise, il s'agit de participer à la progression effective de ce mouvement en faveur du développement d'une culture et de pratiques

d'éducation tout au long de la vie. Il s'agit, après cinq années de débats autour de la politique gouvernementale d'éducation des adultes, d'insister pour que les avancées en termes de principes se transforment en actions. Guidé par cette perspective, nous proposons de formuler de la manière suivante cet objectif central dans le cadre de notre planification stratégique 2002-2005 :

Contribuer à ce que devienne une priorité d'action effective au Québec le développement, au sein de la population adulte, d'une culture et de pratiques d'éducation et de formation tout au long de la vie. Culture et pratiques qui soient inclusives, participatives, pluridimensionnelles, de proximité, et qui répondent à la diversité des besoins des adultes et des collectivités.

En mettant l'accent sur l'inclusion, la participation, la « pluridimensionnalité », la proximité⁸, nous nous référons à des caractéristiques de l'éducation et de la formation des adultes que nous croyons les plus appropriées pour contribuer au développement d'une culture d'apprentissage à tous les âges de la vie et accessible à tous. Ces caractéristiques sont en quelque sorte des paramètres précisant ce que nous avons appelé en 1997, dans notre énoncé de mission, « un modèle démocratique de formation continue »⁹ permettant l'exercice du droit de tous les adultes à l'éducation. Dans cette optique, on peut donc dire que contribuer à l'avancement d'une éducation et d'une formation des adultes qui soient de plus en plus inclusives, participatives, pluridimensionnelles et de proximité, c'est avant tout travailler au développement de sa démocratisation.

Vu sous un autre angle, celui de l'évaluation, cet objectif rassembleur représente une base majeure de référence pour mesurer notre progression dans différents lieux ou domaines où se réalisent des activités de formation des adultes. Par exemple, si nous examinons à la fin de 2005 l'état des dispositifs et des pratiques de formation des adultes dans tel ou tel domaine, nous

⁸ Pour une présentation plus précise du sens de ces mots, voir : Bernard Normand, *Pour une éducation des adultes participative, pluridimensionnelle et de proximité*, ICÉA, novembre 2000. Ce texte est disponible sur notre site Internet : <http://www.icea.qc.ca/documents/151-fdep.htm>

⁹ ICÉA, *Les orientations de l'ICÉA pour entrer dans le XXI^e siècle*, adoptées en assemblée générale spéciale de l'ICÉA, 28 février 1997.



pourrions considérer de manière générale qu'il y a eu évolution positive si, à partir de certains indicateurs, nous y observions une progression concrète de cet objectif. Ou, pour reprendre les termes du début de cette section, si l'écart s'était rétréci entre l'intention générale d'une éducation tout au long de la vie et sa concrétisation comme priorité permettant dans les faits le développement du désir et du droit d'apprendre dans les milieux de vie et de travail des adultes.

Cette ligne directrice s'inspire largement des orientations et des actions mises de l'avant depuis quelques années par le mouvement international d'éducation des adultes dont l'ICÉA est une composante active, notamment dans le cadre de sa participation au Conseil international d'éducation des adultes (CIÉA). Ici, il est essentiel de rappeler que nous devons continuer à apprendre des expériences dans d'autres pays, à partager les résultats de notre travail et à participer au plan international à des mises en commun en termes d'analyses et de pistes d'actions convergentes. Bref, à l'heure où la mondialisation pose une menace à l'éducation comme bien public à l'échelle de la planète, nous croyons indispensable d'insérer nos actions dans une perspective de mondialisation des solidarités ayant comme base la défense et le développement des droits humains et de la démocratie.¹⁰

2.2 Orientations stratégiques de l'ICÉA pour la période 2002-2005

Faire progresser de façon significative l'objectif central défini précédemment exige la mobilisation d'un grand nombre de composantes de la société civile et des pouvoirs publics. De plus, cet objectif doit s'inscrire dans une longue durée dépassant la période de référence de notre planification stratégique (2002-2005).

Ce constat nous oblige à faire une distinction entre le registre plus général des changements que nous souhaitons, avec d'autres, inspirer dans le grand univers de l'éducation et de la formation des adultes, et le

registre plus spécifique des transformations que nous voulons et que nous pouvons directement induire, comme ICÉA, au cours de la période 2002-2005. Ce qui nous amène à une question majeure au cœur de cette planification stratégique: comment, à partir de ce que nous sommes -avec nos forces et nos limites-, pouvons-nous le mieux contribuer au cours de cette période à faire avancer au Québec l'objectif central du développement effectif d'une culture et de pratiques démocratiques d'éducation et de formation des adultes dans une perspective d'éducation tout au long de la vie?

Ayant pris en considération notre mission, notre contexte, notre bilan des dernières années et nos sphères d'expertise (voir annexe 1), nous avons répondu à cette question de la manière suivante. Nous croyons que les trois orientations stratégiques suivantes devraient donner une direction au travail de l'ICÉA au cours de la période 2002-2005.

- 1** Faire reconnaître et promouvoir la pertinence et la place de l'éducation tout au long de la vie dans l'ensemble de la société.
- 2** Développer et promouvoir en éducation et en formation des adultes des conceptions et des pratiques qui soient inclusives, participatives, pluridimensionnelles et de proximité.
- 3** Encourager la prise de parole et la participation démocratique des adultes.

Pour nous, ces trois orientations ne sont pas des entités séparées mais elles s'imbriquent les unes dans les autres et se renforcent mutuellement. En utilisant l'image du hockey, nous pourrions dire que la première orientation consiste avant tout à donner de l'espace sur la glace au monde de l'éducation et de la formation des adultes; que la deuxième orientation vise à renforcer les synergies entre joueurs cherchant à marquer des buts dans le sens d'une vision démocratique de l'éducation

¹⁰ Voir à ce sujet la Déclaration d'Ochos Rios, *L'éducation et la formation des adultes: une clé pour une citoyenneté démocratique et une action globale*, déclaration finale de la 6^e Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes, août 2001 (www.web.net/icaa), ainsi que : Émile Ollivier, *De l'urgence d'une éducation à la citoyenneté à l'ère de la globalisation*, communication dans le cadre de cette 6^e Assemblée mondiale, Ochos Rios, 10 août 2001,

des adultes; et que la troisième orientation va dans le sens d'un soutien spécifique à des joueurs qui ont un rôle crucial à jouer dans le renforcement d'une vision démocratique de l'éducation des adultes.

Bref, ces trois orientations sont complémentaires et participent à un même mouvement visant à **reconnaître**, à **promouvoir** et à **démocratiser** l'éducation tout au long de la vie. Un tel mouvement actualise en fin de compte l'objectif central précisé dans la section précédente ainsi que la mission générale de l'ICÉA.

Pour assumer un rôle dynamique à l'intérieur d'un tel mouvement, l'ICÉA possède une certaine expérience et expertise que nous désirons mettre au service de la collectivité québécoise. Notre expérience, rappelons-le, repose sur le fait que nous défendons depuis cinq décennies le droit d'apprendre pour tous les adultes, et que, sur cette base, nous rassemblons des composantes fort diversifiées du monde de l'éducation et de la formation des adultes. Quant à notre expertise, elle s'est surtout manifestée au cours des dernières années dans trois domaines ayant fréquemment des liens entre eux:

- 1 le domaine de la promotion large de la pertinence de l'éducation tout au long de la vie, ce qui contribue à susciter le goût d'apprendre chez un nombre croissant d'adultes et à favoriser leur participation individuelle et collective dans les divers lieux de formation (exemple actuel: *la Semaine québécoise des adultes en formation*);
- 2 le domaine de l'actualisation et de la diffusion des connaissances, réflexions, débats et prises de position en matière d'éducation continue des adultes, ce qui renvoie surtout au rôle d'« instance critique et de débat », rôle qui nous est reconnu depuis longtemps-voir la recommandation 344 de la *Commission Jean*, 1982 (exemple: suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale d'éducation des adultes);
- 3 le domaine de l'expérimentation et de l'innovation éducatives, le plus souvent en lien avec des milieux populaires ou des groupes de personnes en situation de plus grande vulnérabilité (exemple: *Nos compétences fortes*).

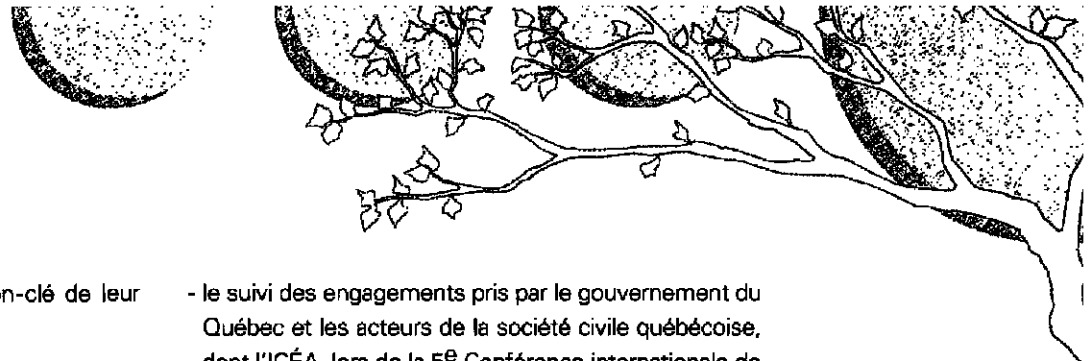
Ceci nous amène à la section suivante où nous indiquerons brièvement dans chacun de ces trois domaines un ou des objets majeurs de travail sur notre table à dessin pour 2002-2005.

2.3 Objets de travail

(1) Domaine de la promotion de l'éducation tout au long de la vie

Nous inspirant de ce qui se réalise déjà dans plus de 30 pays, des orientations imprégnant notre étude de faisabilité de la *Semaine québécoise des adultes en formation* et surtout de la réussite de sa première édition, ceci grâce à l'engagement de plus de 200 partenaires dans toutes les régions et au soutien du gouvernement du Québec, nous croyons essentiel d'intensifier nos efforts au cours de la période 2002-2005 pour que cette initiative majeure grandisse. Bien qu'un tel projet d'envergure exige beaucoup d'énergie, nous sommes convaincus qu'il constitue une avenue stratégique pour favoriser le développement du goût et des possibilités d'apprendre au sein de toute la population adulte québécoise.

Plus précisément, nous estimons que la mise en œuvre d'une telle Semaine, si elle est bien dirigée, représente une démarche collective permettant de mettre en valeur des expériences et des témoignages d'adultes en formation, de susciter l'intérêt de personnes peu enclines à participer à des activités de formation, de rejoindre les personnes dans des endroits proches d'eux et de faire connaître la diversité des ressources éducatives. Il s'agit là d'une façon concrète d'incarner une éducation des adultes inclusive, participative, pluridimensionnelle et de proximité. Ce qui se raccorde directement à l'objectif central défini précédemment. Aussi, en lien avec cet objectif, il faut noter que les activités mises de l'avant dans le cadre de la 1^{re} édition de cette Semaine nous ont incité, comme ICÉA, à mieux connaître les dynamiques régionales et locales en éducation et en formation des adultes, et à nous en rapprocher. Il s'agit là d'une dimension essentielle que nous devons de plus en plus prendre en compte au cours des trois prochaines années. Ceci est d'autant plus important que la formation des adultes -notamment aujourd'hui sa composante professionnelle- est perçue par un nombre croissant de personnes dans plusieurs



régions du Québec comme une condition-clé de leur développement actuel et futur.

En plus de cette initiative de *Semaine québécoise des adultes en formation*, l'ICÉA consacrera beaucoup plus d'énergie à la mise en œuvre d'un plan de communication mettant en valeur les contributions majeures de l'éducation et de la formation des adultes dans notre société. En ce sens, nous comptons nous inspirer du succès remporté par la soirée de débat public du 21 mai 2002 qui a accompagné la sortie du livre de Mélanie Chabot (*L'éducation des adultes au Québec (1930 à 1980). Témoignages*, Éditions Saint-Martin).

(2) Domaine de l'actualisation et de la diffusion des connaissances et réflexions

Pour que l'éducation et la formation continue des adultes deviennent une priorité vraiment reconnue au Québec, il est nécessaire de déterminer plus clairement et plus précisément ce dont on parle. Il s'avère indispensable de produire et de diffuser des connaissances concrètes et accessibles quant aux changements actuels en matière de politiques et de pratiques touchant la formation des adultes. À cette étape-ci, alors qu'il est reconnu que « le Québec fait face à des lacunes sur le plan des données en matière d'éducation des adultes et de formation continue, outre que la recherche dans ce domaine est peu développée et mal établie. » (*Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*, p.33), emprunter cette voie nous apparaît essentiel. Ce qui nous permettra de contribuer à éclairer le paysage d'ensemble de l'éducation et de la formation des adultes au Québec et à établir des bases plus solides dans le développement de réflexions, de débats et de propositions d'actions pertinentes.

Nous estimons qu'il est du devoir et du domaine d'expertise de l'ICÉA d'œuvrer en ce sens et, à cette fin, de mettre davantage à contribution les expériences et les connaissances de ses membres, notamment dans le cadre de son comité des politiques en éducation des adultes (PÉA) et de son comité de travail sur les TIC. Plus précisément, nous comptons concentrer des énergies au cours des trois prochaines années sur:

- le suivi des engagements pris par le gouvernement du Québec et les acteurs de la société civile québécoise, dont l'ICÉA, lors de la 5^e Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes (Hambourg, 1997), travail qui se réalise en coopération étroite avec le Conseil international d'éducation des adultes;
- le suivi général de la politique gouvernementale et de la mise en œuvre de différents dispositifs du plan d'action qui l'accompagne;
- en lien étroit avec le point précédent, l'identification et la mise en valeur de démarches et d'expériences constituant des réponses positives et concrètes à certains problèmes de base reconnus en éducation des adultes, tels la reconnaissance des acquis et des compétences, l'accueil et l'accompagnement des personnes en situation de plus grande vulnérabilité, etc. Ces thèmes ne sont présentés ici qu'à titre d'exemples, compte tenu que le comité des politiques en éducation des adultes (PÉA) assumera une responsabilité majeure quant à la proposition des sujets retenus comme prioritaires;
- la question de l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les activités pédagogiques destinées aux adultes; il s'agit là d'une problématique s'inscrivant dans l'un des volets du plan d'action gouvernemental en éducation des adultes et dans la suite des questions abordées lors du colloque initié par l'ICÉA en décembre 2000 « Où mènent les TIC? »;
- le développement de nos sites Internet¹¹ en continuant de rendre accessible, surtout pour les organisations et les personnes engagées en éducation des adultes, de l'information et des analyses portant sur plusieurs facettes de la formation des adultes ainsi que des données et réflexions issues d'organisations internationales et nationales.

(3) Domaine de l'expérimentation et de l'innovation éducatives

Pour que l'éducation continue des adultes devienne une priorité vraiment reconnue au Québec, il faut, à notre avis, développer et promouvoir davantage des projets d'innovation sociale et éducative servant de

¹¹ Nos sites : www.icea.qc.ca ; www.semaine.icea.qc.ca .

déclencheurs de nouvelles pratiques. La mise en marche et la multiplication de tels projets démontreront le dynamisme des personnes actives dans ce champ d'action et leur capacité à contribuer à la solution de problèmes majeurs dans notre société.

Plus précisément, et sur la base de la réussite d'un projet-pilote en 2000-2001, l'ICÉA, en collaboration avec des organismes locaux de personnes handicapées et avec le soutien de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), a entrepris la première phase d'un projet d'innovation sociale devant s'étaler sur trois ans (2002-2005) et ayant pour but de dynamiser la vie associative et démocratique d'organismes de base au sein du mouvement québécois des personnes handicapées.

Dans le cadre de ce projet, nous nous appuyons avant tout sur le travail antérieur d'expérimentation, d'élaboration et de systématisation développé par l'ICÉA au cours de la dernière décennie. Ce travail s'est matérialisé, rappelons-le, dans la production de *Question de compétences* (1^{re} génération, 1989) fait en collaboration avec Relais-Femmes et COFFRE, puis de *Nos compétences Fortes* (2^e génération, 1995) réalisé sous la direction de Rachel Bélisle. Il s'agit là de démarches et d'outils reconnus et ayant contribué à l'« empowerment » des personnes, notamment des personnes en situation de plus grande vulnérabilité (femmes monoparentales, personnes analphabètes, etc.).

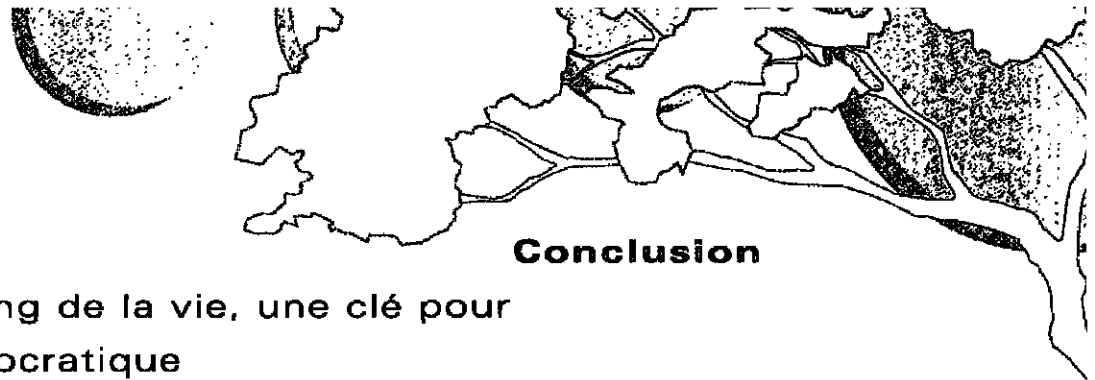
Ajoutons que ce projet d'innovation sociale et éducative est traversé par trois objectifs étroitement imbriqués les uns aux autres :

- 1** l'« empowerment » des personnes concernées par l'ensemble du déroulement du projet : membres d'associations de personnes handicapées, personnel de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et personnel de l'ICÉA;
- 2** l'adaptation créative d'une démarche assortie d'outils pertinents, démarche visant le développement du savoir reconnaître les compétences utiles à la vie associative et démocratique;

- 3** une intégration continue de l'intervention-terrain, de la réflexion sur cette intervention, des échanges entre les divers partenaires impliqués et du partage d'un réel projet collectif.

À notre avis, au-delà de ce projet spécifique et de son champ d'application actuel, le développement de cette initiative pourrait avoir des retombées significatives vers 2005-2006 pour une partie des mouvements associatifs québécois faisant face à un certain désengagement de leurs membres et décidés à ré-activer leur vie démocratique grâce notamment à des approches non formelles de formation à la citoyenneté.

Progresser dans cette direction constituera une source majeure d'apprentissage et permettra de concrétiser davantage ce que nous entendons par une approche et des pratiques démocratiques d'éducation continue des adultes. De plus, cette expérimentation pourrait conduire à des transferts d'apprentissage vers d'autres secteurs de la formation des adultes.



Apprendre tout au long de la vie, une clé pour une citoyenneté démocratique

Le Québec, tout comme d'autres sociétés, vivra au cours des prochaines années des transformations majeures. Certaines de ces transformations, déjà inscrites dans l'évolution de notre démographie et de notre économie, sont, par exemple, la proportion croissante des personnes immigrantes et des personnes de plus de 65 ans au sein de la population québécoise, le déclin démographique de certaines régions, l'émergence de plus d'un demi million de postes à combler dans le monde du travail d'ici 3 ou 4 ans, la circulation de plus en plus rapide de quantités considérables d'information comme l'humanité n'en a jamais connue auparavant. D'autres transformations, moins prévisibles quant à leurs effets mais tout aussi importantes, toucheront très certainement nos façons d'agir en lien avec des questions cruciales et débattues aujourd'hui. Citons le rôle et la configuration de l'État québécois et de l'État fédéral canadien, le sens et la portée de la citoyenneté démocratique à l'ère de la mondialisation, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, la prévention en matière de santé et d'environnement, les pouvoirs des régions et des collectivités locales dans le développement du Québec, etc.

Pour saisir l'essentiel de tels enjeux, et surtout pour être en mesure d'agir démocratiquement à l'intérieur même de telles dynamiques souvent complexes, nous aurons de plus en plus besoin de développer nos capacités de compréhension, de jugement et d'action. Ce qui appelle le développement pour tous d'une éducation et d'une formation s'étalant sur toute la vie et touchant les différentes dimensions de la vie. Cette éducation continue représente une boussole indispensable sur la route d'une véritable citoyenneté démocratique et d'une participation de tous au développement culturel, économique et social de la société québécoise et de ses régions.

Reconnaître, promouvoir et démocratiser l'éducation tout au long de la vie s'inscrit dans cette nouvelle perspective quant à notre façon de voir aujourd'hui l'éducation et la formation tout au long de la vie et quant aux conséquences de cette vision et de cet agir à l'intérieur des mouvements de transformation du Québec et du monde. Vu de ce côté le plus large de la lunette, nous pouvons dire que l'ICÉA, dans le sillage du mouvement international de l'éducation des adultes, inscrit son action à l'intérieur d'un vaste chantier allant bien au-delà des trois prochaines années de cette planification stratégique.

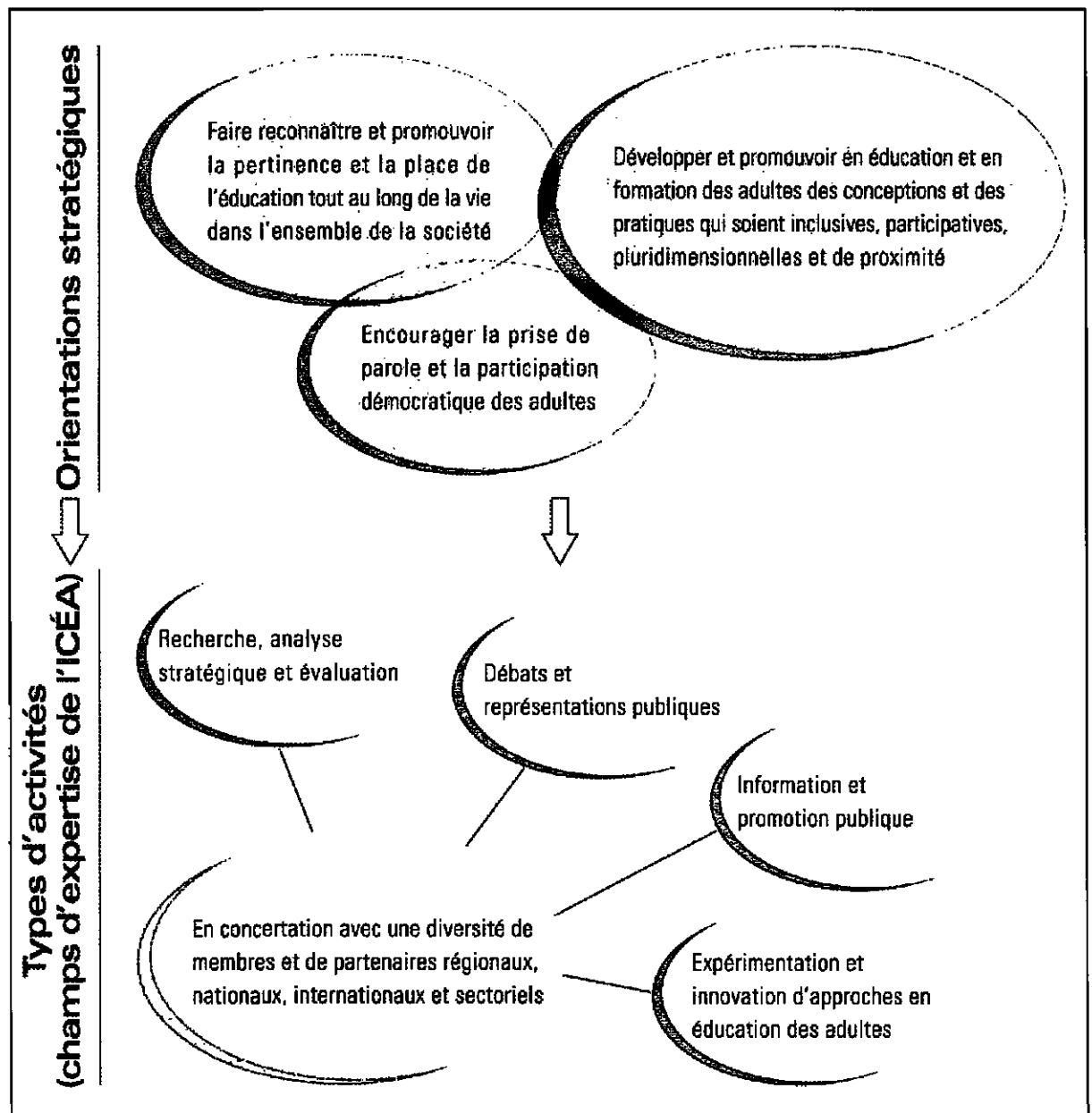
Pour progresser en ce sens, il n'y a pas de solutions miracles. Hier, comme aujourd'hui, une telle progression se fonde avant tout sur l'engagement d'un grand nombre de personnes qui traduisent cet objectif en actions concrètes dans leurs centres de formation, leurs organisations communautaires, leurs entreprises, leurs milieux de vie, etc. À l'intérieur d'un tel mouvement, nous croyons que nous, comme membres ou partenaires de l'ICÉA, pouvons donner l'exemple et contribuer ainsi à renforcer un courant d'idées et de pratiques démocratiques en éducation et en formation des adultes au Québec.

Annexe 1

Plan stratégique 2002-2005 schématisé

Proposition d'objectif stratégique central dans le contexte des années 2002-2005

Contribuer à ce que devienne une priorité d'action effective au Québec le développement, au sein de la population adulte, d'une culture et de pratiques d'éducation et de formation tout au long de la vie. Culture et pratiques qui soient inclusives, participatives, pluridimensionnelles et de proximité, et qui répondent à la diversité des besoins des adultes et des collectivités.



ICÉA

Annexe 2

Liste des membres du conseil d'administration au 9 décembre 2002

Comité exécutif

Victor Lapalme, président
Daniel Campeau, vice-président
Pierre Patry, secrétaire
Robert Martin, trésorier
France Lemay
Francine Jeannotte

Administrateurs et administratrices

Ricardo Acevedo
Gaëtan Arel
Daniel Baril
Gilles Besner
Andrée Boucher
Johanne Deschamps
Jean-Claude Drapeau
Lise Gervais
Jean-Marie Ladouceur
Sylvain Lafrenière
Louise Meunier
Pierre Paquet
Christian Pelletier
Marie Roy
Anne-Marie Sauvé
Jocelyne Wheelhouse

Liste des membres du comité de planification stratégique (janvier 2001 à octobre 2002)

Émile Ollivier, président
Victor Lapalme, administrateur
Pierre Patry, administrateur
Robert Martin, administrateur
Manuel Cisneros, représentant du Syndicat des employées et des employés de l'ICÉA (SEICÉA)
Jean-Marie Ladouceur, représentant du SEICÉA
Daniel Baril, chargé de projet
Bernard Normand, directeur général

Conception du document

Rédaction: Bernard Normand, directeur général
Révision: Lise Arguin, agente technique
Christine Tarpin, directrice adjointe
Graphisme: Maxime Brissette
Impression: Quad